

RWANDA : LA DECHIRURE

Le Rwanda est pour nous tous une déchirure. Pour moi qui y ai travaillé plusieurs années, sans toutefois y habiter, qui y avais des amis très chers avec qui j'avais partagé des joies et des peines, des illusions et des colères, c'est une fracture intolérable. Comment imaginer le fait que, en moins d'une semaine, plus de 80% de mes amis ont été assassinés et que la plupart des autres ont disparu. Au-delà même de la douleur et de l'horreur, du sentiment d'impuissance et du caractère dérisoire de tout ce que nous pourrions faire ou dire, reste une immense impression de vide, de béance et d'obscurité.

Avec la lente émergence qui succède à la violence inouïe de l'événement, à son caractère implacable, s'affirme la certitude que se joue là aussi l'avenir de l'Humanité ; une des bifurcations possible. D'une part, la volonté, la possibilité aussi, de trouver des formes démocratiques de régulation des conflits ; le refus de la guerre de tous contre tous et l'arrachement à la fascination des sociétés pour leur propre destruction ; le dépassement de la certitude que la disparition vaut mieux que le changement. D'autre part, des sociétés éclatées, en guerre permanente, dans lesquelles la discrimination est la règle ; des sociétés dans lesquelles la seule façon d'exister, d'affirmer son identité est de s'agglutiner à un groupe et de se reconstruire un passé mythique. Des sociétés dans lesquelles la forme de pouvoir, la façon de répondre aux contradictions sociales, culturelles, nationales, réelles ou inventées, est d'exacerber les rivalités, particulièrement ethniques ou religieuses, entre les individus et les groupes. Cette forme de société, cette structure du politique, n'est pas archaïque ; elle est malheureusement tragiquement moderne. Il nous appartient de la refuser comme avenir possible.

Puisque nous vivons en France, nous avons une responsabilité particulière. Nous nous devons en tant que citoyens d'interpeller nos gouvernants. Nous savons, tout d'abord, que la France a joué au Rwanda un rôle que nous aimerions voir clarifier. Elle a formé et armé la garde présidentielle responsable des massacres. Elle a attendu plusieurs semaines pour condamner les responsables des massacres. Alors même que la France se félicite d'avoir soutenu les accords d'Arusha et d'être pour beaucoup dans leur signature, elle a d'abord refusé de repartir de ces accords et de ceux qui les représentent. Elle a mis plus d'un mois pour recevoir le premier ministre, toujours vivant, désigné par ces accords. Elle a préféré retenir comme seuls interlocuteurs, et renvoyer dos à dos, les armées, rejetant les interlocuteurs politiques et surtout, soutenant le gouvernement, mis en place par la garde présidentielle, qui a couvert le génocide et le massacre des opposants.

Car, c'est bien de cela qu'il s'agit ; il y a eu et il y a encore, un génocide organisé et un massacre planifié et massif des opposants. Comment et pourquoi, pour la France particulièrement, l'avoir accepté alors qu'on pouvait le craindre ? Comment et pourquoi, de la part de la communauté internationale, cette acceptation criminelle des massacres et ce comportement incroyable ?

Ce génocide et ce massacre n'ont pas éclaté brutalement dans un ciel serein. On les voyait venir ; non pas comme une fatalité certaine mais comme une possibilité de plus en plus grande ; non pas depuis toujours, mais depuis trois ans. Comment ne pas être effarés par la tranquille assurance de ceux qui considèrent que les sociétés sont toujours enchaînées à ce qu'elles ont de pire et qui se tranquillisent à bon compte en renvoyant les sociétés africaines à leur supposé état de barbarie. En fait, c'est depuis trois ans que la situation a basculé. Les accords d'Arusha avaient démontré que le régime rwandais, honni par beaucoup et décrié par tous, ne faisait pas simplement face, comme il le

prétendait, à une invasion et à une guerre ethnique ; il était obligé de composer avec une opposition vivante, plurielle et multiforme qui était la chance d'un Rwanda nouveau. C'est alors qu'au coeur du pouvoir, la fraction fasciste la plus dure a pris définitivement le dessus. Elle a organisé l'assassinat systématique des opposants, sans faire de distinction entre hutus et tutsis. Elle a préparé et organisé un génocide des tutsis en attisant les rivalités, les peurs, les haines ; en préparant et en armant les milices. Comme en Europe et ailleurs, elle a mis en oeuvre une purification ethnique d'autant plus sanguinaire que, comme toute purification ethnique, elle n'a rien de naturel.

Comment la France a-t-elle pu accepter cet engrenage ? Pire, y participer ! Serait-ce parce que certains des responsables de la politique française en Afrique, heureusement pas tous, ont toujours une représentation quasi uniquement ethnique des sociétés africaines, et du monde en général ? Non que ces contradictions n'existent pas ! Il serait absurde de le prétendre. Elles sont fortes et toujours utilisables ; d'autant plus utilisables qu'elles ont servi, dans tant de régions du monde, de mode quasi unique de gestion du pouvoir. Mais, les considérer comme le ressort unique des sociétés revient à instaurer le cynisme en vertu politique cardinale. L'analyse des solidarités et des rivalités ethniques, resituées dans leur contexte, est indispensable à la compréhension des sociétés ; les construire en projet d'avenir revient à construire une paranoïa qui peut devenir rapidement criminelle.

L'explication de la position française est plus complexe et quelque peu différente. Il y a dans la politique française en Afrique un principe intangible que vient démontrer la tragique continuité des positions, sur le Rwanda, des gouvernements et des présidences successives. Ce principe est celui de la priorité donnée à la stabilité sur toute autre considération. Réduit à cette formulation, la discussion est légitime. Tous ceux qui sont concernés par les politiques de développement savent que la stabilité est une condition nécessaire, mais non suffisante, pour l'amélioration des conditions de vie populaires. La multiplication des situations d'instabilité et des guerres soulignent à quel point des efforts menés pendant des années peuvent être annulés en quelques heures. Ce n'est donc pas le principe de stabilité qui est en cause mais la conception que l'on peut en avoir. Considérer que la stabilité politique l'emporte toujours sur la stabilité sociale, la justice et la démocratie c'est faire preuve d'une myopie accablante. A moins, que ne soit tout simplement érigée en politique africaine de la France la solidarité d'une fratrie de dirigeants tissée par les enchevêtrements des liens les plus divers. Entendre la France magnifier un Monsieur Bongo ou encore s'étonner de l'absence de Monsieur Mobutu comme partie prenante pour le règlement au Rwanda ne rend pas fiers ceux qui savent les qualités de courage, d'honnêteté et d'intelligence de tant d'opposants africains réprimés par des potentats épaulés sans défaillance par Paris. Plus grave encore, se satisfaire d'une conception de la stabilité essentiellement ethnique, longtemps réservée à l'Afrique, conduit à se faire le complice de toutes les dérives, à succomber aux hallucinations de ceux qui croient aux explications définitives et aux solutions correspondantes.

La France ne pouvait pas voir, au sens littéral du terme, le FPR. Il remettait en cause toute sa conception de la région. Elle ne pouvait accepter l'idée que le régime qu'elle soutenait s'est d'abord effondré de l'intérieur. La France se complaisait dans l'image d'une nation hutu soudée et "fusionnée", d'un régime certes un peu répressif mais stable, républicain et jacobin, capable à terme d'assimiler les 10 ou 15% d'anciens oppresseurs tutsis. Cet édifice stable aurait été mis en danger par une invasion, depuis l'Ouganda (un pays anglophone !), menée par les anciens oppresseurs minoritaires mais fortement aguerris. La France est donc intervenue pour protéger ses ressortissants (classique !) et pour sauver le régime. Même si cette vision aurait pu correspondre à un morceau de réalité, comment expliquer alors l'effondrement du régime et la croissance en son sein de la monstruosité qui va imploser avec le génocide.

Vouloir situer le FPR, à tout prix en dehors de la réalité rwandaise, conduit à un tropisme très dangereux. Il est aussi absurde de diaboliser le FPR que de l'idéaliser. Il fait partie de la réalité et de l'avenir rwandais. Il rappelle par sa seule existence que dans la région, il n'y a pas de solution qui puisse faire l'impasse sur les problèmes des réfugiés, des minorités, du pluralisme politique. Le régime a tout fait pour réduire l'ensemble de l'opposition au seul FPR. Lorsque Emmanuel GAPYISI a été assassiné, nous avons été plusieurs à attirer l'attention des gouvernants français sur le danger pour la France de ne pas tout faire pour empêcher la liquidation systématique des démocrates. Nous avons été éconduits. Aujourd'hui, l'élimination massive des opposants a réduit toutes les chances. Il faut souhaiter que le FPR ne se laissera pas enfermer et entraîner dans l'engrenage des violences ; c'est ce que doivent espérer tous ceux qui sont soucieux de l'avenir du Rwanda.

Il reste à s'interroger sur ce que ce drame a révélé du fonctionnement et de la nature de ce que l'on appelle la communauté internationale. Nous l'avons vue à l'oeuvre à travers ces expressions médiatiques, diplomatiques, humanitaires et militaires. Le résultat est désespérant. Les institutions internationales et bilatérales sont remises en cause dans leur nature. Alors qu'elles sont à pied-d'oeuvre, elles retirent les troupes qui auraient pu s'interposer, non entre des belligérants mais entre des milices et une population désarmée. Les comportements et les réflexes sont effarants. Au pied du mur, toutes les institutions internationales et bilatérales, devant l'urgence, mettent tout en oeuvre pour sauver leurs ressortissants. Il y a jusque là peu à redire, toute vie sauvée est bonne à prendre. Mais quand on voit que seuls sont embarqués les nationaux des pays les plus puissants et de quelques autres, mais que les employés rwandais, et plus largement africains, de toutes ces agences bardées de bonne conscience restent sur place et pour beaucoup seront assassinés ; quand on voit même embarqués quelques chiens et chats, on ne sait plus comment crier sa rage ! Ceux qui interviennent sur le terrain, au risque de leur vie et de façon souvent admirable, ne sont pas en cause, pas plus que ceux qui dans les institutions ont tout fait pour sauver les vies. La question cruciale est celle de l'inhumanité d'un Conseil de Sécurité et de ses membres qui ne sont sensibles qu'aux seuls intérêts des grandes puissances.

Que pouvons nous faire là où nous sommes ? Fort peu de choses malheureusement. Mais, comment pourrions nous garder notre respect pour nous mêmes si nous ne les faisons pas. Dans l'urgence absolue, chercher à sauver ceux qui peuvent l'être. Accueillir ceux qui se présentent en respectant leur dignité. Peut-on trouver normal que la France mégote pour quelques dizaines de visas alors que la Tanzanie a accepté d'accueillir 850 000 réfugiés ! A court terme, soutenir une intervention humanitaire quelles qu'en soient les limites. A moyen terme, faire pression pour que les responsables des massacres soient dénoncés et que l'on reparte des accords d'Arusha. Pour préparer l'avenir et le long terme, trois actions peuvent être immédiatement engagées. D'abord, exiger la mise en place d'une commission d'enquête internationale pour désigner les responsables et reconnaître la nature du génocide et des crimes commis contre l'Humanité. Ensuite, refuser l'image donnée du Rwanda ; rappeler que les démocrates existent en grand nombre et qu'ils payent leur conviction de leur vie ; soutenir l'autonomie du tissu associatif soucieux de justice, de paix civile et de démocratie. Enfin, tout mettre en oeuvre pour permettre à tous les rwandais qui condamnent le génocide et les massacres et en dénoncent les responsables de construire ensemble un projet d'avenir commun.

Car, il nous faut revenir là-dessus, un génocide est une fêlure monstrueuse qui interdit toute continuité. Dès qu'il s'agit d'un génocide, l'indifférence est criminelle. Comment accepter que toute la presse, les politiques et les intellectuels soient mobilisés, à très juste titre, pour "éviter un drame humanitaire à Goradzé" et ce silence assourdissant sur les massacres au Rwanda. Comment comprendre le retentissement, tout à fait justifié, du procès Touvier pour "que vive la mémoire d'un génocide et qu'il n'y en ait jamais plus" et cette distance avec un génocide à l'oeuvre ?

Il n'est peut-être pas anormal que confronté à un événement aussi incommensurable, l'esprit recule et refuse la certitude des faits accomplis. Nous pensons qu'après l'effet de stupeur provoqué par l'ampleur du séisme, la prise de conscience ira en s'amplifiant et que la condamnation de ce génocide prendra place dans le refus absolu de tout génocide. C'est à cela que nous devons travailler. Et nous ne nous arrêterons pas.

Gustave Massiah
(mai 1994)